

## Texte d'orientation 2 : Cher.e.s camarades

**Cher.e.s camarades, c'est à vous qu'il revient de décider maintenant.** La défaite de 2017 met en cause notre existence en tant qu'organisation politique. Mais nos idées, nos valeurs sont toujours présentes, toujours d'actualité. Seule question : sommes-nous collectivement capables de retrouver la fierté, la lucidité, la confiance, en somme l'esprit de camaraderie ?

**Cher.e.s camarades, nous devons retrouver la confiance en nous, mais aussi retrouver la confiance des Français.es,** de nos électeur.ices.s que nous avons perdu.e.s. Les deux ne peuvent pas être dissociés. Car le renouvellement, comme notre adaptation en tant que parti, ne sont possibles que si nous sommes entendus par nos concitoyens. Dans le bouleversement électoral de 2017, l'affaiblissement des partis traditionnels est clair, celui du Parti socialiste acté.

**Face aux défis que nous avons à relever rien ne sera possible sans une présence et une voix forte dans le débat public.** C'est pour cela que j'ai décidé de me présenter devant vous, de solliciter vos suffrages sans chercher à masquer mon engagement, mes fidélités, ma loyauté à l'égard de François Hollande, ni mon expérience gouvernementale. Tout au contraire, je veux faire de mon histoire, de mes engagements et de ma sincérité un atout pour nous relever tous ensemble.

**Cher.e.s camarades, vous-êtes les seul.e.s juges, vous devez retrouver pleinement votre liberté de choix,** loin, très loin des accords d'appareil, des signataires de listes de soutien, des réunions parisiennes souvent nocturnes ; c'est votre liberté, quels que soient vos territoires, vos engagements passés qui sont les clefs de notre réussite de demain. Pas pour un poste, pas pour une ambition personnelle, mais pour nous engager, ensemble, sur le chemin de la confiance et de la fierté.

**Cher.e.s camarades, mon expérience et ma force de conviction seront utiles** pour peser dans le débat face aux autres forces politiques, aux autres personnalités politiques, Jean Luc Mélenchon, Laurent Wauquiez, Marine Le Pen et les figures de la République en Marche d'Emmanuel Macron.

**Ma fidélité à nos valeurs, c'est aussi une cohérence politique et une clarté** qui nous ont fait défaut depuis plusieurs années. Jaurès disait que « seule la clarté est révolutionnaire ». Le quinquennat aura été miné par une division profonde, une opposition au sein même de la majorité qui aura fragilisé tout l'édifice. Pire, cette fronde qui nous aura fracturés devant nos concitoyen.ne.s n'offrira, au bout du compte, aucune issue politique. L'échec de Benoit Hamon est celui de tous ceux qui ont cru qu'il était possible de créer une alternative politique au sein même de la majorité à laquelle ils appartenaient. Personne n'a imaginé tout simplement que les Français.es iraient logiquement chercher ailleurs cette alternative. Grave erreur dans un pays aussi politique que le nôtre et qui fait payer cher les divisions au sein d'un même camp, Lionel Jospin en 2002, lui aussi, en a été victime.

**Mes cher.e.s camarades,** les primaires telles qu'elles ont été conçues auront eu aussi leur propre logique de déstabilisation. Celles bien sûr de 2017 qui auront servi à éliminer plus qu'à choisir une candidature pour la victoire. Celles de 2011 qui auront laissé par son succès populaire, et c'est le grand paradoxe aux battus du premier tour, toutes les raisons d'espérer et de prendre leur revanche durant le quinquennat. Ce fut le cas d'Arnaud Montebourg qui imposera d'ailleurs une nouvelle primaire, ou de Manuel Valls qui jouera, dans ses fonctions, un rôle de leadership sur une ligne politique pourtant minoritaire. Il faudra revoir complètement ce processus de désignation pour le rendre moins déstabilisant.

**Cher.e.s camarades, cette décomposition ne peut pas se renouveler** sans des risques, cette fois, de désagrégation. Car, dans une nouvelle majorité qui ne serait unie que sous la bannière du renouvellement sans vraie cohérence, sans solidité, sans véritable envie de partager une ambition collective, le risque de se diviser à nouveau sur de jeunes ambitions individuelles est grand. Il faut une orientation, un rassemblement autour d'une cohérence et une dynamique collective.

**Cher.e.s camarades, je m'engage à rassembler et redonner confiance,** en réformant notre fonctionnement, en renouvelant les équipes pour que dans deux ans, après les européennes et d'ici les municipales, nous ayons réussi à redresser notre image, nous ayons réussi à retrouver une place dans le débat démocratique. Ce travail est ma responsabilité, il doit permettre ensuite de lancer de nouveaux talents à la reconquête de notre pays et de nos territoires.

**Mes cher.e.s camarades, il ne faut jamais laisser tomber le drapeau du socialisme** disait François Mitterrand car il y aura toujours quelqu'un pour le reprendre. Oui, les partis peuvent mourir surtout quand ils sont mal dirigés. Mais nos idées vivent, ce sont les flammes des esprits des hommes et des femmes pour le progrès, la solidarité, l'internationalisme, l'écologie, le refus du nationalisme, de l'enfermement et des réflexes identitaires. Nos idées vivent car il faut porter un espoir pour ceux à qui l'ordre du monde et des choses ne donnent plus d'espoir.

**Nous devons faire vivre cet espoir car il doit être concret,** inscrit dans la réalité du monde tel qu'il est avec un idéal, une ambition, sans radicalité mais dans l'exercice de la démocratie et de la République. C'est pour cela que nous sommes sociaux-démocrates, issus du socialisme français de Jaurès par le dépassement de la lutte des classes pour porter toute l'humanité.

**Nous sommes les héritiers** de Schœlcher, de l'aspiration au respect et à l'élévation de Senghor et de Césaire, de Montesquieu et de l'Esprit des lois, de Rousseau et de Voltaire pour sortir de l'ombre la liberté des Hommes, de Condorcet pour son esprit foudroyé par la passion irraisonnée, de Galilée à Buffon pour la planète, de l'esprit de résistance de Germaine Tillon et de Geneviève de Gaulle-Anthonioz, du féminisme de Simone Veil, à Pierre et Marie Curie pour la science au service du progrès, de Molière à Picasso et de tous les autres pour toutes les créations artistiques.

**Les socialistes se doivent de redécouvrir les Humanités,** l'internationalisme en sortant de l'économisme, porter l'intérêt général de la planète toute entière. C'est aussi le message

que nous devons faire passer lors de ce congrès. Comme le disait Jean Jaurès pour rester socialistes, nous ne devons jamais nous enfuir de l'humanité. C'est cela notre mission et notre devoir.

## Une histoire entre fierté et lucidité

### Fierté

**Mes cher.e.s camarades, Jean Jaurès est à l'origine du socialisme français et nous devons en être fiers.** Notre histoire est un long chemin avec des compagnonnages d'autres personnalités, d'autres forces politiques sur la voie de la République. Nous sommes attachés à la liberté quel que soit l'espace dans lequel elle s'exerce : la presse, l'art, le voyage, la pensée, la science, la conscience. C'est pour cela que nous défendons notre attachement à la laïcité. C'est aussi la liberté d'entreprendre dans une économie de marché, acceptée, mais avec l'impérieuse obligation de réduire les inégalités pour répondre à cette belle aspiration d'égalité qui sommeille chez tous ceux qui sont les perdants, qui se sentent humiliés. La fraternité, enfin, parce que les femmes et les hommes doivent toujours conjurer leurs tentations identitaires de repli sur soi, de rejet de l'autre et leurs pulsions violentes. Nous devons, plus que jamais, lutter contre les nationalismes qui fleurissent partout en Europe et dans le monde.

**Mes cher.e.s camarades, c'est pourquoi nous pouvons être fiers de notre histoire.** Blum, le Front Populaire et les fameux congés payés, la décolonisation, la deuxième gauche de Michel Rocard, celle du mouvement de la démocratie sociale et associative, de la décentralisation ; le projet européen et l'Euro, l'abolition de la peine de mort, la retraite à 60 ans pour François Mitterrand et Pierre Mauroy, les 35 heures, le Pacs avec Lionel Jospin, le mariage pour tous, l'effort de redressement économique, la COP 21 et la conscience écologique avec François Hollande.

**La lutte contre les inégalités, le féminisme, la liberté d'opinion, celle d'entreprendre et de produire, le maintien de notre modèle social, la démocratie, la vie associative et syndicale, l'écologie, l'engagement pour l'Europe sont le cœur battant de notre engagement et de nos valeurs.** Elles sont plus que jamais actuelles, modernes, elles ne demandent qu'à être défendues avec force. Nous devons être fiers de toutes ces avancées et de notre rôle démocratique dans la République et au service de la France.

### Lucidité

**Mes cher.e.s camarades, nous avons réussi à redresser la France d'une situation catastrophique laissée par Nicolas Sarkozy.** Nous avons dû faire face à un contexte d'extrêmes difficultés économiques et budgétaires. Les déficits étaient lourds et il fallait prendre des décisions coûteuses politiquement à travers le sérieux budgétaire et la hausse de la fiscalité. Sans ces actions courageuses, la France aurait été affaiblie économiquement et politiquement si nous avions suivi les tenants des « toujours plus de déficits budgétaires » pour retrouver la croissance. Nous avons fait des choix difficiles en pleine crise, sans

remettre en cause notre modèle social. La preuve : les inégalités se sont même légèrement réduites, dans cette période. C'est unique en Europe.

**Le dernier quinquennat s'est soldé par un échec sans précédent à un moment pourtant où les résultats économiques arrivaient**, fruit de toutes les mesures prises et qui redonnent de la croissance et surtout des créations d'emplois. Plus de 300 000 créations d'emplois en 2017. Il faut plus que jamais rester lucide et assumer le quinquennat pour tenter de se relever. Qui peut croire, sinon, que les Français.es reviendront vers nous ? Cela consiste à admettre que des choses ont été réussies et d'autres moins. Etre lucide c'est regarder notre échec honnêtement.

**Ainsi, nous avons donné de la force aux entreprises pour endiguer des flots incessants de fermetures et de pertes d'emplois.** C'était aussi nécessaire pour les ouvriers, les employés partout en France. Rappelons-nous simplement que PSA était moribond lorsque nous sommes arrivés et que l'entreprise s'est redressée de manière spectaculaire comme beaucoup d'autres entreprises.

**Cher.e.s camarades, nous avons voté des avancées sociales importantes :** le compte pénibilité, l'égalité femme – homme, combat qui doit se poursuivre, le mariage pour tous, le soutien à l'économie sociale et solidaire etc...

**Nous avons également fait adopter deux réformes majeures : le départ à la retraite à 60 ans pour les carrières longues et le tiers payant.** Autant d'avancées qui sont aujourd'hui remises en cause. Il est terrible de n'en prendre conscience qu'au moment où le Gouvernement Macron va les supprimer. Ces mesures existent grâce à nous et elles sont essentielles pour les Français.es les plus modestes, ceux qui ont commencé à travailler tôt et les classes moyennes. Dans le domaine de l'éducation et de la jeunesse, nous avons créé plus de 55 000 postes d'enseignants tellement utiles dans certains quartiers et dans le monde rural. Nous avons fait du budget de l'éducation nationale le premier budget de la Nation.

**Enfin, nous avons dû affronter le terrorisme et ses horreurs**, la haine la plus vile, le risque de la déstabilisation du pays et de notre modèle républicain. François Hollande a fait face, a conduit la guerre à l'extérieur au Mali, en Syrie, en Irak ; il a renforcé les moyens de sécurité et de renseignement en France. Face au terrorisme, il a préservé l'unité nationale et les valeurs de la République, il a avec Manuel Valls, Bernard Cazeneuve et Christiane Taubira évité tout basculement dans le nationalisme et la haine.

**La lucidité, c'est admettre les erreurs pour ne plus les reproduire. Sur la déchéance de nationalité je regrette le processus.** J'étais au Stade de France le soir du 13 Novembre. J'ai participé au Conseil des ministres dans la foulée : ce soir-là, je ne savais pas ce qui allait se passer dans le pays. Cela pouvait aller très loin et très mal.

**Être lucide c'est aussi admettre que la communication sur l'action du Gouvernement n'était pas bonne et le Président n'a pas assez valorisé ce qu'il a réussi à faire.** Ensuite, il aurait fallu, dès le début, dire que la situation était très difficile et que le redressement des comptes publics prendrait du temps. Ainsi, on aurait pu séquencer le quinquennat en deux

temps, d'une part le redressement d'autre part la redistribution des efforts consentis. Autre erreur : cet objectif de « l'inversion de la courbe du chômage » a pesé sur tout le quinquennat pour arriver trop tard pour en tirer des bénéfiques politiques. On s'est également trompé sur la présentation du pacte de responsabilité qui n'est pas qu'une politique de l'offre mais une politique pour le travail et l'emploi dans l'entreprise. On s'est trompé en prônant aussi trop vite l'hypothèse de la reprise qui arrivera fin 2015-début 2016, en n'insistant pas assez sur la lecture sociale des mesures prises. Une erreur, enfin, de calendrier et de méthode a été faite avec la loi travail : présentée trop tard dans le quinquennat, sur le fond, cette loi aurait dû être dans le prolongement des lois Sapin et Rebsamen, enfin, l'utilisation du 49.3 était une erreur.

**Cher.e.s camarades, pour être lucide il faut aussi acter que nos divisions, l'opposition résolue des frondeurs, auront coûté cher** en donnant l'impression aux Français.es d'une incapacité à être cohérents et à rendre ainsi impossible toute valorisation de ce qui était fait. Tout a été brouillé par le bruit incessant de nos divisions.

**Cher.e.s camarades, il faut maintenant se relever, sortir de cet état de choc** et dans ce contexte politique nouveau face à la France insoumise et à la République en marche d'Emmanuel Macron, retrouver notre place et construire un avenir ensemble. Retrouver notre place, c'est être dans une opposition résolue sur les sujets qui sont pour nous des questions fondamentales. La loi de finances votée par la majorité est une loi pour les plus riches avec des dépenses injustes et coûteuses pour l'équilibre de la dépense publique. Face à la réforme annoncée des retraites nous devons nous mobiliser car le risque est grand de voir remis en cause les acquis sur la retraite à 60 ans que nous avons préservés et étendus aux carrières longues. Mais notre opposition doit être intelligente et ne pas verser dans l'opposition caricaturale et systématique pour rester en phase avec nos concitoyens qui sont fatigués des querelles politiciennes. Pas non plus de caricatures et de positions qui nous placeraient dans le confort de l'opposition sans possibilité de les mettre en œuvre ensuite lorsque nous seront au pouvoir.

**Cher.e.s camarades, cela implique plus que jamais de la cohérence politique et une vraie maîtrise de notre parole collective** pour sortir enfin de la cacophonie. C'est notre responsabilité, c'est votre responsabilité de faire le choix de la clarté. A nous de faire ce travail dans une cohérence politique nouvelle et solide en relevant les défis du monde d'aujourd'hui pour penser l'avenir et le progrès de demain, socialement économiquement et surtout écologiquement.

**Enfin, je vous donne rendez-vous dès le mois de septembre 2018 pour un vote après des Assises des socialistes**, pour construire un parti rassemblé, renouvelé, tourné vers nos concitoyens. En somme, une nouvelle organisation au service de la confiance.

### **Proposition sur les cinq grands défis pour demain**

**I / Le premier grand défi est celui de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique.**

**C'est parce que nous sommes internationalistes que nous avons à cœur de mener la bataille de la lutte contre le réchauffement climatique**, de la préservation de la planète, de l'engagement pour la biodiversité. Que reste-t-il de cet engagement si on le réduit à une planification nationale ? Rien. Pire, si avec des discours nationalistes comme « l'Amérique d'abord » on refuse de prendre sa part de l'effort pour sauver l'humanité, que reste-t-il de cette lutte ? Encore une fois : rien. L'écologie n'est plus une question politique nationale, elle est devenue un engagement international, « citoyens de tous les pays unissez-vous ». Le marché ne peut pas résoudre ce problème. L'environnement nous coûtera cher lorsque nous serons arrivés à l'épuisement de sa propre capacité à se renouveler, c'est-à-dire trop tard. Il faut donc agir vite. La COP 21 fut le point de départ d'une conscience internationale. Sans la détermination de la France, avec une diplomatie ouverte, le succès n'aurait jamais été possible. C'est une leçon que certains à gauche et à droite oublient, ou ne veulent pas voir, en se drapant dans le confort de l'opposition, du jamais suffisant, jamais assez, donnant ainsi la mesure de leur incapacité à assumer des responsabilités qui imposent des compromis, surtout à l'échelle mondiale. La transition doit se faire vers une économie décarbonée, vers les énergies renouvelables, vers la bio économie et l'agroécologie, à travers l'intensification de l'énergie solaire et de la photosynthèse.

J'ai lancé l'initiative « 4 pour 1 000 » qui a pour but de stocker le carbone dans les sols, d'utiliser les arbres pour l'agroforesterie et permettre ainsi de diminuer le carbone dans l'atmosphère. N'opposons pas la lutte contre le réchauffement climatique avec la recherche du bien vivre et du confort : les deux sont possibles, encore faut-il inventer de nouvelles méthodes. Le confort n'est pas l'ennemi de l'environnement, la croissance non plus à une seule condition : être efficace collectivement. C'est comme cela que l'on trouve les ressources et les gains de productivité nécessaires pour redistribuer différemment et poursuivre sur le chemin d'une croissance nouvelle que j'appelle « la croissance sûre », celle qui va permettre d'assurer la production de richesse durable nécessaire au progrès de tous, en particulier les perdants de la mondialisation.

*Proposition : un grand forum sera organisé pendant les deux ans qui viennent pour construire les bases d'un modèle de développement durable et d'efficacité énergétique, sur le long terme, pour les vingt ans qui viennent.*

## **II / Le deuxième défi est celui du destin de l'Europe**

**Je garde à l'esprit ce message de François Mitterrand lors de ses vœux à la Nation en janvier 1995 : « ne dissociiez jamais la liberté de l'égalité. Ne séparez jamais la grandeur de la France de la construction de l'Europe. »**

**Notre internationalisme ne se pense pas, là encore, sans mesurer la réalité**, celle de la puissance de la Chine, de l'Inde, du décollage inégal, mais réel de l'Afrique, du retour des empires russe et turc, de l'isolationnisme de l'Amérique de Trump. Mais aussi, des menaces qui mettent l'Europe à l'épreuve, celle du terrorisme, de la pression migratoire. Au fond l'Europe et la France sont au cœur des tensions et appellent plus que jamais de la force et de la solidarité dans les réponses. C'est pourquoi, je ne crois pas à la fin de la social-démocratie

en Europe, contrairement à d'autres. Elle doit s'affirmer au moment où les populismes et les nationalismes agitent les peurs, en défendant une Europe solidaire face au défi migratoire, solidaire en son propre sein et solidaire avec ses voisins. Cela n'a de sens que si l'Europe s'engage dans une formidable action de développement, de stabilisation des pays de tout le pourtour méditerranéen et de l'Afrique. Il faut pour cela un budget européen avec une vraie recette financière. La taxe sur les flux financiers doit financer une grande politique de développement.

**La finance au service du développement : c'est notre engagement.** Avec le réchauffement climatique, l'Europe et la France doivent s'engager résolument dans un soutien au développement du grand continent africain. L'Europe doit aussi rester, elle-même, exemplaire en tant qu'espace de solidarité. C'est pourquoi elle ne peut être laissée aux seuls tenants du marché et du commerce mais portée par des sociaux-démocrates déterminés à faire valoir la nécessité d'un budget européen favorables aux politiques de solidarités : fonds socio-structurels pour l'emploi et la jeunesse, l'éducation, la lutte contre la pauvreté, la politique agricole commune, la politique globale de l'énergie, du numérique et la culture.

**Avec le Brexit, l'occasion est donnée d'avoir enfin un vrai budget européen** avec des recettes propres par pays affectées au budget de l'Europe. Cette nouvelle recette européenne diminuerait d'autant les contributions budgétaires nationales et donc, pour certain pays, leur déficit budgétaire. S'ouvrirait alors un vrai débat démocratique au sein de l'espace européen qui nécessitera une réforme profonde des institutions européennes au sein même du triptyque Conseil européen, Parlement européen, Commission européenne. Il s'agit de rappeler à l'Allemagne, comme l'avait dit Jacques Delors, que le marché unique ne tient que parce qu'il est complété par une solidarité forte.

*Proposition : engager une convention sur l'Europe début octobre 2018 pour construire notre projet européen de l'après Brexit avec un vote des militants pour engager la campagne des européennes.*

### **III / La lutte contre les inégalités notamment patrimoniales est le troisième grand défi**

**La France et le socialisme ont une place par leur histoire et l'attachement qu'ils portent aux politiques publiques,** à l'idée de l'Etat comme outil des solidarités, à l'acceptation de l'économie de marché mais pas à celle d'une « société de marché » où tout se vaut et tout s'achète comme l'avait dit Lionel Jospin. La question qui nous est posée c'est de réinventer des politiques de redistribution. Dans de nombreux domaines nous devons inventer, innover repenser de nouveaux emplois. Je propose de réfléchir sur quatre principaux domaines pour créer de nouveaux emplois : l'écologie et la « croissance sûre »; la santé de manière globale et en particulier avec le vieillissement de la population, l'aide à domicile et les aidants; le développement de la vie associative et de l'insertion sociale. Mais surtout, la culture qui sera à n'en pas douter une des activités majeures de demain, une activité de création à haute valeur ajoutée, mais aussi d'influence française en Europe et dans le monde. En somme, un vecteur de cette identité ouverte que nous défendons.

**On ne doit pas en tant que socialistes accepter le dilemme absurde** qui veut que les emplois nouveaux soient dans le numérique version start up « en marche » ou bien que le

numérique soit lui-même la source de la fin du travail. Le travail est un accomplissement et une dignité pour ceux qui ont peu, il doit-être réinventé mais nous devons réaffirmer notre attachement à cette valeur. Car contrairement à ce que pensait Benoit Hamon, ce ne sont pas les élites qui ont rejeté le revenu universel, il a été inventé par elles, mais bien les milieux populaires et les classes moyennes qui y voyaient là une forme d'injustice entre ceux qui seraient payés « sans travailler » et ceux qui gagnent le SMIC à temps plein. Perçue comme injuste cette mesure nous a coûté politiquement lors de la dernière présidentielle.

**La lutte contre les inégalités est le cœur de notre mobilisation dans les années à venir.** L'ONG Oxfam a publié une étude qui confirme le creusement des inégalités, 82% de la richesse produite a été captée par les 1% les plus riches dans le monde. Ce n'est plus tolérable.

**Ainsi depuis plusieurs dizaines d'années, les sociétés industrialisées, modernes connaissent une accélération de la concentration patrimoniale et l'accroissement des inégalités.** Les 10% des Français.es les mieux dotés en patrimoine concentrent près de 50% du patrimoine brut des ménages quand les 10% les plus modestes n'en détiennent que 0,07%. 1% des mieux dotés rassemblent quant à eux 16% de la richesse totale. Il y a vingt ans, les 500 premières fortunes de France détenaient 6 % du PIB, aujourd'hui elles en détiennent 24 %. En 2018, les inégalités patrimoniales sont 20 fois plus fortes que les inégalités de revenus.

Le rapport entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres va de 1 à 7 en matière de revenus, il va de 1 à 138 quand il s'agit de patrimoine. L'enjeu c'est de mettre en place des politiques publiques qui permettent de lutter contre ce processus de concentration patrimoniale. Dès 2016, j'ai initié une réflexion sur cette question avec la Fondation Jean Jaurès (<https://jean-jaures.org/nos-productions/la-nouvelle-dynamique-patrimoniale-trois-patrimoines-pour-renouer-avec-le-progres>).

Sous le quinquennat précédent, les prémices d'une politique nouvelle ont été ébauchés avec la fiscalité égale entre le travail et le capital, la prime d'activité qui vient compléter les salaires autour du SMIC, forme la plus aboutie du revenu universel en le liant au travail, la revalorisation des minima sociaux, les aides à l'accès au logement et à la propriété, à l'efficacité énergétique et à l'économie énergétique. Ma proposition concrète face à cela : donner à la jeunesse un capital de départ pour se lancer dans la vie et des politiques de redistribution patrimoniale en consacrant 1% de notre richesse à cet objectif. Cela permettra d'assurer une dynamique nouvelle de sécurité pour l'avenir et de réduction des inégalités. C'est là que se joue, pour la France et les socialistes, la combinaison entre l'enjeu international et celui de la redistribution nécessaire pour redonner des perspectives aux perdants de la mondialisation mais aussi pour permettre à la jeunesse, dans toute sa diversité, de renouer avec l'espoir. Les mesures fiscales prises par le gouvernement et votées par l'actuelle majorité vont accentuer cette concentration, vont accélérer même ce processus de concentration, ce qui est le contraire de ce qu'il fallait faire.

**Lutter contre les inégalités c'est aussi reprendre la longue marche des socialistes pour l'égalité.** Egalité entre les femmes et les hommes : le féminisme est un combat de tous les instants et nous aurons collectivement à faire des efforts, y compris au sein de notre famille



politique, pour l'égalité femmes - hommes et pour bannir et prévenir tous les comportements, toutes les attitudes en désaccord avec nos valeurs. Nous devons aussi consolider la parité, pas seulement en termes numériques, mais en termes de responsabilités : autant de femmes que d'hommes aux responsabilités stratégiques. Egalité aussi avec la PMA : le débat a eu lieu, le Conseil de bioéthique a rendu un avis positif, il faut maintenant le faire rapidement.

*Proposition : lancer une vaste convention juste après les européennes sur les nouvelles redistributions et les évolutions des formes de travail et de protection sociale pour combiner solidarité, économie et écologie.*

#### **IV / Le quatrième défi est celui de la laïcité**

**La France, par son histoire et ce qu'elle vient de vivre avec les attentats, est une cible privilégiée du terrorisme** et d'une sourde, mais bien réelle, offensive idéologique de contestation de notre modèle Republicain. La laïcité est, plus que jamais dans cette période de troubles, un enjeu face à tous les extrémismes religieux. On ne transigera jamais sur la séparation des Eglises et de l'Etat. La contestation radicale du modèle Republicain et occidental par un soi-disant retour à une origine des textes, n'est autre qu'un mouvement identitaire de plus qui doit être dissocié de l'islam, qui a toute sa place dans la République, comme toutes les autres religions. La démocratie dans la République est redevenue une question avec l'émergence des réseaux sociaux, des interconnexions mondiales, de la liberté qu'elles procurent mais aussi des risques qu'ils offrent de diffusion de fausses informations, d'attaques insidieuses, d'expressions brutes et brutales, dangereuses exacerbation des passions.

*Proposition : mise en place d'une nouvelle école de formation des socialistes avec un enseignement spécifique sur la laïcité, son histoire et son actualité.*

#### **V / Le dernier défi est celui de la démocratie dans la République**

**L'exercice du pouvoir selon Emmanuel Macron nous amène à réfléchir sur l'équilibre des pouvoirs** et sur les principes démocratiques sur lesquels cela doit s'appuyer. Nous devons à nouveau porter un projet démocratique avec trois grands engagements fondamentaux. Premièrement, un nouvel équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif en renforçant la place du Parlement. Cela doit conduire à maintenir le nombre de député.e.s et à proposer non pas une dose de proportionnelle, mais un retour à la proportionnelle de 1986, par listes départementales.

**Deuxièmement, préparer une nouvelle étape de la décentralisation** pour rapprocher la décision des réalités locales pour ancrer l'économie et le social dans une démarche territoriale avec du pouvoir réglementaire dévolu aux collectivités locales. Enfin, renforcer la démocratie sociale en revenant sur les dispositions des ordonnances qui remettent en cause la présence des syndicats dans les entreprises et en inscrivant dans la Constitution le principe de la démocratie sociale.

**Les socialistes, dans l'histoire de la gauche française, ont permis cette synthèse** entre la première gauche et la deuxième gauche, entre celle qui revendiquait le primat du politique sur tous les acteurs et celle qui pensait le réformisme comme une mise en mouvement de la société toute entière. Cette belle synthèse c'est notre identité dans ce début de XXIème siècle au sein de la gauche. C'est ce qui nous différencie de la France insoumise et c'est pourtant ce qui fait que nous sommes la gauche.

*Proposition : Les élus de la FNESR avec les militants seront chargés au lendemain des Européennes de préparer une convention sur les territoires et la décentralisation avec un vote des militants fin 2019.*

**Un parti rassemblé, renouvelé, tourné vers nos concitoyens.  
Une nouvelle organisation au service des militants pour retrouver leur confiance et celle des Français.e.s**

**Ce congrès doit-être le vôtre et doit redonner la voix des militant.e.s de base loin des manigances et des accords de sommets.** Notre Parti s'est délité tout au long de ce quinquennat sans qu'il n'ait pu trouver sa place dans le débat démocratique. Il est traversé par des clivages anciens, les primaires de 2011 non cicatrisées, dont les plaies se sont infectées durant l'exercice de la responsabilité, ce qui n'était encore jamais arrivé. La fronde aura ainsi porté sur la place publique un débat, qui était jusqu'alors confiné aux moments réservés des débats de congrès. Ce congrès est celui d'une remise à flot, une clarification de l'identité dans le contexte nouveau que nous connaissons. Il ne sera pas, à lui seul, la solution du rebond, de la reconstruction, mais doit poser les bases du redressement. A ce titre, il ne peut pas être l'objet d'une querelle de chapelles, de postes ou de conflits de génération. L'enjeu c'est le projet pour l'avenir de la gauche et la préparation des échéances à venir. Le rôle de ce Congrès sera de voter pour un.e premier.e secrétaire et rassembler en renouvelant les équipes, les méthodes et en intégrant de manière plus significative et directe l'avis des militant.e.s en les sollicitant de manière régulière. Maintenant, c'est à vous de décider.

**Le Congrès doit se dérouler en toute clarté sur des textes simples sans multiplier les options,** les égos, les postures. Nous devons nous atteler à relever le défi de l'Europe en 2019 et surtout les élections locales en particulier les municipales. Voilà la mission d'ici 2020. Il y aura ensuite une seconde phase qui ira vers 2022.

**Pour l'avenir, les socialistes doivent devenir un espace de débat et d'adhésion sous de multiples formes.** Notre parti doit être un outil pour fédérer des forces et commencer à concrétiser l'idée d'une fédération souple de différentes sensibilités autour des socialistes. Cette fédération des socialistes, démocrates écologistes et européens a vocation à rassembler par le débat des sympathisants issus de différents horizons. On doit, sur ce sujet du rassemblement, tirer toutes les conséquences de la dernière primaire. La BAP, conçue par Jean-Christophe Cambadélis comme une rampe de rassemblement, aura fonctionné le temps de la désignation. Moment trop court et pas suffisamment engageant pour la suite de la campagne. Les primaires, à ce titre, ne sont plus acceptables dans leurs formes actuelles car elles ne construisent pas le moyen de créer une dynamique de rassemblement. Je

propose, à travers des temps de débats plus longs et de créer un processus de désignation plutôt qu'un débat de désignation. Les inscriptions seront préalables au vote pour sortir de l'effet d'aubaine de votes au dernier moment qui dénature tout le processus.

**Notre parti doit se repenser dans ses structures et ses formes de débats.** Ses structures, en repensant notre organisation, en préservant ce qui reste solide, c'est-à-dire les fédérations qui doivent continuer à s'organiser avec un conseil politique départemental regroupant l'ensemble des militants et un exécutif mettant en œuvre les décisions et préparant les activités politiques et électorales. Il faut revoir nos structures pour les adapter à chaque réalité territoriale. Nos sections, représentant l'unité de base de notre parti, doivent être renforcées en s'adaptant aussi aux nouvelles réalités territoriales (intercommunalités, des métropoles, des régions) afin de mener nos combats politiques avec plus de forces tout en gardant une proximité et un ancrage total avec le terrain. Elles devront permettre l'adhésion avec deux types de cotisations. Celles des militant.e.s et celles des sympathisant.e.s à l'occasion de débats qui pourront être ouverts à d'autres formations. Des plateformes numériques pilotées par les fédérations et les nouvelles sections seront ainsi développées partout. Le vote, quel que soit le débat, sera électronique et l'initiative des débats ne pourra venir que des militants avec des modalités à définir. Les militant.e.s ont donc une prérogative exclusive : le droit d'initiative politique et le choix final.

*Proposition : l'ensemble de ces pistes devront être débattues dans le cadre d'Assises des socialistes qui débiteront dès la fin du congrès.*

**Mes cher.e.s camarades, le congrès n'est pas une fin en soi mais bien au contraire un point de départ essentiel pour notre avenir. Je vous propose le calendrier suivant :**

## 2018 – 2020

- **Première phase (avril – aout 2018) :** engager une première convention sur notre organisation, le nom du parti et son fonctionnement. Changer les modalités de vote avec les votes électroniques, ouvrir des plateformes nouvelles de débats, des territoires d'organisation nouveaux : intercommunalités, métropoles, régions. Cette première phase doit se terminer à la fin de l'été 2018 avec à La Rochelle autour de nos élus et de la FNESR un point d'étape avant une convention et un conseil national pour adopter après le vote des militants l'ensemble de notre nouvelle organisation ;
- **Seconde phase (2018-2019)** tout aussi essentielle sera la préparation des européennes avec le lancement d'une vaste réflexion sur l'Europe et une première application des nouvelles règles de débat internes et ouvertes aux sympathisants. Fin février 2019 : adoption du projet et des listes ou de la liste nationale ;
- **Troisième phase (2019-2020) :** lancement de deux grandes réflexions avec une nouvelle convention, un conseil national pour la préparation des municipales avec l'adoption d'un programme commun. Dans le même élan un grand débat sera lancé

sur l'analyse des inégalités en France et en Europe et les moyens de la lutte contre les inégalités ainsi que la question des nouvelles formes de redistribution.

## 2020-2022

- **Quatrième phase (2020-2022)** : préparation des élections Présidentielle et Législatives. C'est-à-dire la phase 2020 - 2022 avec trois grands objectifs : Mise en œuvre d'une fédération de la gauche de gouvernement ; Forme nouvelle de désignation pour l'élection présidentielle ; Plateforme de gouvernement de la France en Europe et d'engagements diplomatiques.

Ainsi nous aurons deux étapes pour reconquérir notre électorat perdu et rassembler la gauche, écologiste et sociale de gouvernement.

\*

\* \*

**C'est ce que je crois être l'enjeu de cette période de débat qui s'ouvre, où se joue l'avenir de notre force politique.** Chacun doit y réfléchir, surtout les militant-e-s, ces fidèles de l'engagement socialiste, ceux qui ont passé les épreuves des défaites et les joies des victoires, vous toutes et tous que je connais si bien. C'est à vous de prendre la parole et de redonner un destin et un avenir à notre belle histoire politique, à nos idées.

**J'ai conscience que la tâche ne sera pas facile mais si j'ai choisi Jaurès pour l'avenir c'est parce que nos idées restent bien présentes en France et à l'échelle européenne.** Nous ne serons plus les préparateurs fébriles du grand soir mais les bâtisseurs des alternances démocratiques qui font avancer toute la société et qui donne un espoir concret à ceux qui l'ont perdu. Mes cher.e.s camarades c'est à vous de choisir.